

ÉTATS-UNIS

Obama annonce sa candidature à un second mandat en 2012

Le président américain Barack Obama a annoncé hier sa candidature à un second mandat de quatre ans à la tête des Etats-Unis lors de la présidentielle de 2012, appelant ses partisans à se mobiliser pour «protéger les progrès effectués».

«Aujourd'hui, nous déposons les documents pour lancer notre campagne 2012», a déclaré M. Obama dans un communiqué.

Assurant que son administration et ses partisans «se battent pour protéger les progrès enregistrés, et en réaliser d'avantage», il souligne que «nous devons aussi commencer à nous mobiliser pour 2012, bien avant que vienne pour moi

l'heure de me lancer vraiment dans la campagne». «J'aurai besoin de vous pour établir notre plan et créer une campagne qui aille plus loin, soit plus concentrée et plus innovante que tout ce que nous avons bâti jusque-là», poursuit M. Obama, dont la campagne pour le scrutin de 2008 avait été considérée comme particulièrement innovante, s'appuyant notamment sur internet et les

réseaux sociaux pour mobiliser de nombreux volontaires.

«Ce sera ma dernière campagne, en tout cas comme candidat», poursuit-il, la Constitution américaine limitant à deux le nombre de mandats présidentiels. «Mais l'objectif de laisser une marque durable pour nos familles, nos communautés et notre pays, n'a jamais concerné qu'une seule personne. Et ça ne marchera que si nous travaillons ensemble». La diffusion du texte a été précédée de celle d'une première vidéo de campagne présentant des partisans du président évoquant l'importance de le voir

continuer le travail entrepris depuis le début de son mandat et s'achevant sur la date 2012 avec en dessous l'adresse barackobama.com.

Barack Obama, 49 ans, avait été élu lors de la présidentielle en novembre 2008 et est entré en fonction en janvier 2009, devenant le premier président noir des Etats-Unis. Cette annonce formelle de candidature va notamment permettre à son équipe de campagne, qui sera basée dans son fief politique de Chicago (nord), de commencer à récolter des fonds en vue de la prochaine campagne électorale.

LIBYE

Les Européens vont devoir hausser le rythme de leurs opérations

S'ils font un effort, les Européens ont une puissance de feu aérienne suffisante pour bombarder les forces libyennes de Mouammar Kadhafi, sans participation directe des Etats-Unis à ces frappes, estime-t-on à l'Otan.

L'Otan a pris en main les opérations libyennes jeudi, et Washington, qui avait prévu de retirer ses avions de combat et ses missiles Tomahawk du théâtre des opérations dès samedi, a accepté de les maintenir jusqu'à lundi soir, «en raison du mauvais temps». Jusque-là, les Américains effectuaient «en moyenne 50% des quelque 70» sorties quotidiennes de bombardement, a indiqué à l'AFP un responsable militaire. «Donc, pour compenser les moyens américains qui vont manquer, les pays concernés vont devoir notablement multiplier les sorties et déstocker plus de munitions», a-t-il résumé.

Selon un communiqué de son Commandement à Naples (sud de l'Italie), entre le 31 mars 8h GMT et le 3 avril 22h GMT, l'opé-

ration Protecteur unifiée a effectué quelque 276 sorties de bombardement — qui incluent des raids destinés à identifier les cibles potentielles et n'occasionnent en réalité qu'un nombre bien inférieur de frappes. «La mission de l'Otan, qui est notamment de protéger les civils, reste inchangée, quelle que soit l'implication de tel ou tel allié, aussi important soit-il», a souligné de son côté un diplomate.

Les avions américains comme le tueur de tanks A 10 Thunderbolt et la canonnière des airs AC-130 qui opèrent à basse altitude ne pouvaient de toute façon guère être utilisés en Libye «en raison de la menace antiaérienne persistante des missiles SA-8 et SA-24» libyens, selon lui. Quant aux installations fixes de l'armée libyenne, elles ont été

anéanties par les centaines de Tomahawks tirés par les Américains dans les premiers jours de l'opération multinationale conduite par une coalition ad hoc, du 20 au 30 mars, a-t-il souligné. Maintenant, face aux objectifs mobiles que sont des troupes en marche, l'Alliance atlantique ne se retrouve pas démunie, pouvant compter sur un peu moins de 100 avions de combat en ligne.

Les Français et les Britanniques — avec respectivement une trentaine et une douzaine de chasseurs-bombardiers — vont devoir assumer le gros du travail. L'aviation française «effectue 20 à 25% des sorties quotidiennes, la britannique un peu moins de 10%», selon la même source. Les cinq autres pays (Belgique, Canada, Danemark, Italie, Norvège) qui ont accepté de participer aux frappes au sol, utilisent une trentaine d'avions au total. «Tous les alliés, en particulier ceux qui participent aujourd'hui

peu aux frappes, vont devoir hausser le rythme», a estimé ce responsable militaire. Pour soulager ces derniers, les avions des pays qui comme l'Espagne, les Pays-Bas, le Qatar et la Suède, n'ont pas mandat de leurs autorités nationales pour tirer sur des cibles au sol, peuvent se concentrer sur la zone d'interdiction aérienne sur la Libye prévue par la résolution 1973 de l'ONU.

Les Américains vont contribuer à la sécurité des opérations avec des avions chargés de missions de surveillance et de reconnaissance électroniques. Plus décisifs, sans doute, des drones américains Global Hawks, dont l'utilité pour un ciblage précis des objectifs est précieuse, continuent d'être déployés. Enfin, si jamais les alliés se retrouvaient ponctuellement dans l'incapacité de barrer la route aux soldats libyens, il est convenu qu'ils puissent «demander de l'aide aux Etats-Unis, au cas par cas», a-t-on confirmé de plusieurs sources.

Les rebelles buttent sur Brega

Les rebelles libyens se chamaillent, rigolent, discutent sur la route à quelques kilomètres de Bréga. Soudain trois obus de mortier s'écrasent tout près, dans le sable.

Les forces de Tripoli sont toujours là. Hier matin, comme la veille, ils ont avancé à bord de leurs pick-up en direction de ce terminal pétrolier de l'est de la Libye, à 190 km de Benghazi.

Ils en occupent depuis plusieurs jours la partie est mais face à un adversaire mieux armé, mieux organisé, qui ne cède pas de terrain malgré des frappes de l'Otan, les insurgés ne peuvent que battre en retraite et attendre. Au volant d'un gros Toyota Land Cruiser, le sourire d'Aïd Mabadi apparaît sous sa cagoule de laine noire. Il est content de son coup.

«Hier soir, pendant que les soldats de Kadhafi dormaient, on s'est approchés, on leur a tiré dessus», dit-il. «Ils ont eu peur et ont filé en laissant le Toyota. On l'a récupéré.» Son co-pilote est penché sur de grandes photos satel-

lites de Bréga, ultra-précises. Datées de 2004, elles étaient dans le 4x4. Les sièges passagers ont été enlevés pour faire de la place pour cinq roues de secours et du ravitaillement. Toute la cabine est renforcée d'un arceau intérieur. Aïd porte sur la poitrine un talkie-walkie. «Mais à l'autre bout, il n'y a qu'un de mes potes... Et ça ne porte qu'à un kilomètre (...) Il nous faudrait des lunettes de vision nocturne, des radios, des jumelles. Eux, ils ont tout ça». A ce jeu d'avancées-reculades aux portes de Bréga, les rebelles commencent à comprendre qu'ils ont affaire à des forces professionnelles qui ne lâcheront pas la partie aisément. Sans un soutien aérien massif, ils sont bloqués là. «Quand ils entendent les avions, les hommes de Kadhafi se terrent, dans les mai-

sons ou des bâtiments», explique Saïd Bohlega, 27 ans, technicien dans le pétrole avant de rejoindre l'insurrection. «Quand c'est silencieux, ils nous attaquent.» Selon lui, ils creusent des trous d'hommes, des postes de tir à partir desquels ils prennent pour cible les convois rebelles, qui défilent sur l'unique route côtière. Les insurgés redoutent aussi les mines qu'ils pourraient placer, même si pour l'instant aucune victime de ces blessures caractéristiques n'a été déplorée. En milieu de matinée, à une vingtaine de kilomètres de Bréga, des volontaires battent les fourrés. La traque au franc-tireur ne rapporte que deux treillis tachés. «Brûlons-les», dit l'un d'eux. «Non, gardons-les pour les mettre», répond un autre. Ils les brûlent. Dans un pays où la coutume veut qu'on ne se lève pas tôt, c'est en fin de matinée que l'artillerie se réveille. Avant, les points de contrôle sont vides, la route ouverte et les com-

battants embrumés. Avec sa barbe grisonnante, son chapeau de brousse et son embonpoint, Muftah, 53 ans, a assez d'autorité pour donner des ordres. Il scrute à la jumelle un rideau d'arbres, montre du doigt. «Y'a des voitures, là...» «On a envoyé des éclaireurs voir si c'est bon plus loin», dit-il. «On se méfie des embuscades.» Un lance-roquettes multiples est pointé d'un côté, une mitrailleuse de l'autre. Plus près de Bréga, un quadragénaire excédé tente de donner des consignes. «Vous, là, sur le pick-up, allez aider à fouiller l'université !» Le servant de l'arme, à l'arrière, lui crie : «Qu'est-ce que tu veux que je fasse dans l'université avec une 14,5 ?» Le 4x4 s'éloigne. Mais il revient peu après, à toute allure, phares allumés. Les détonations sourdes se rapprochent. La colonne rebelle fait demi-tour en désordre et fonce vers le désert.

YÉMEN

Poussée de violence, Saleh perd le soutien de Washington

Dix-sept manifestants ont été tués par balle hier à Taëz, au sud de Sanaâ, dans une poussée de violence ajoutant aux difficultés du président yéménite Ali Abdallah Saleh qui semble avoir perdu le soutien d'un allié de poids, les Etats-Unis. Les victimes sont tombées sous les balles des forces de l'ordre mais aussi de civils armés postés sur des toits lors d'une marche sur le siège du gouverneur de province.

«On a désormais 17 morts et le nombre de blessés se compte par dizaines», a déclaré à l'AFP Sadok Choujaa, un médecin qui dirige un hôpital de campagne soignant les protestataires. Les manifestants ont pu atteindre le siège du gouverneur de province et entrer dans la cour du bâtiment. Mais ils ont été accueillis par des salves de tirs d'hommes armés dont certains étaient postés sur des toits, ce qui a alourdi le bilan des victimes, selon les protestataires.

A Sanaâ, des militaires ralliés à l'opposition ont empêché sans violence quelque 200 policiers de s'approcher de la place de l'Université où campent les contestataires depuis le 21 février, selon un journaliste de l'AFP. Dimanche à Taëz, un jeune a été atteint mortellement par les tirs de la police alors qu'il déchirait un portrait du président Saleh, ont rapporté de nombreux témoins mais les autorités ont démenti cette mort.

Dimanche encore, au moins treize personnes ont été blessées par des tirs de la police lors de manifestations à Hodeïda, sur le mer Rouge. En outre, des centaines de manifestants ont été indisposés par des gaz lacrymogènes et des dizaines blessés par des jets de pierre, selon des sources médicales.

Les heurts ont débuté lorsque des dizaines de milliers de manifestants ont commencé à marcher sur le palais républicain de cette ville de 400 000 habitants, aux cris de «A bas le régime», selon des témoins. Les affrontements se sont prolongés dans la nuit, alors que l'opposition continue d'exiger un départ immédiat du président Saleh, 69 ans, qui, lui, se dit prêt à le faire à la fin de l'année, après des élections générales.

Ce regain de violences intervient après des indications sur un changement de position de l'administration américaine à l'égard du chef de l'Etat yéménite qui était considéré comme un allié dans la lutte contre le réseau Al-Qaïda. Le *New York Times*, citant des responsables américains et yéménites, a écrit hier que des responsables américains ont indiqué à leurs alliés yéménites que la position de M. Saleh était intenable, compte tenu de l'important mouvement de contestation et qu'il devrait quitter son poste.

Des négociations portant sur le départ du président yéménite ont débuté il y a plus d'une semaine, rapporte le quotidien. Il s'agirait de proposer à Saleh de remettre le pouvoir à un gouvernement provisoire jusqu'à la tenue de nouvelles élections. Ce principe en soi «n'est pas l'objet de contestation», a déclaré au journal un responsable yéménite. Cela ne remet pas en cause la position de Washington concernant les opérations américaines de contre-terrorisme au Yémen, relève le *Times*.

Les incessants affrontements entre Saleh et les opposants «ont eu un impact négatif direct sur la sécurité dans tout le Yémen», a déclaré pour sa part au *Times* un responsable américain ayant gardé l'anonymat. Dans ce contexte, les monarchies arabes du Golfe ont proposé leur médiation entre l'opposition et le pouvoir au Yémen, tout en restant vagues sur le sort du président yéménite, à l'occasion d'une réunion de leurs chefs de diplomatie.

«Les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) ont convenu de mener des contacts avec le gouvernement et l'opposition yéménite» pour proposer «des idées» qui permettraient de débloquent la situation, selon un communiqué publié par la réunion qui ne donne pas de précisions sur cette initiative.